

Chers membres du Collectif Stop Paradis Fiscaux 45,

A l'approche du scrutin régional des 20 et 27 juin, vous interpellez les candidats pour qu'ils s'engagent afin de dissuader les pratiques d'évasion fiscale et d'optimisation fiscale. La liste « Un nouveau souffle écologiste et solidaire en Centre-Val de Loire », conduite par Charles Fournier, partage l'urgence de combattre efficacement les paradis fiscaux.

Non seulement nous signons la déclaration d'engagement intitulée "Région Stop paradis fiscaux", mais nous tenons à vous répondre un peu plus longuement. Dans votre courrier, vous évoquez à juste titre l'occasion manquée par la Région au cours de la mandature 2015-2021. Ce constat est partagé par notre liste : nous regrettons que la Région n'ait pas décidé d'aller plus loin en agissant à travers ses marchés bien sûr mais aussi ses aides économiques. Au cours des 6 années qui viennent de s'écouler, le groupe des élus régionaux écologistes a tenté en vain (faute de rapport de force politique suffisant) de mettre en place des conditionnalités sociales et écologiques, dont la lutte contre les paradis fiscaux fait partie.

Durant la mandature précédente, en 2011, une délibération sur la transparence financière avait été adoptée, mais, bien qu'à l'initiative de cette réflexion, suite à des échanges avec le CCDF-Terre Solidaire, les élus écologistes avaient dû s'abstenir sur la version soumise au vote, considérant qu'il fallait aller beaucoup plus loin pour avoir des effets réels. Ainsi la liste des pays inscrits au rang des paradis fiscaux ou pouvant s'y apparenter, celle du GAFI, nous paraissait insuffisante et nous demandions le reporting des activités pays par pays. Nous avons été amenés aussi à remarquer, au fil des années, que la liste inscrite dans la délibération régionale de 2011 aurait eu besoin d'être mise à jour...

Si dans quelques semaines nous arrivons en responsabilité, et plus particulièrement si nous obtenons la présidence de la Région Centre-Val de Loire, soyez assurés que nous installerons dans nos procédures de marchés, ainsi que dans le cadre d'intervention de nos aides économiques, des dispositions demandant de rendre publiques des informations concernant l'activité des grandes entreprises et les impôts qu'elle paient dans chacun des pays où elles sont présentes.

Ces dispositions constitueront une brique de plus dans la politique de démocratie permanente. Nous souhaitons consacrer 1 % du budget régional au renforcement de la démocratie afin que la collectivité se dote de moyens à la hauteur des enjeux de co-construction, de transparence et d'exemplarité. Cela permettra de donner les moyens d'engager une politique ambitieuse.

Vous trouverez, en pièce jointe la déclaration d'engagement signée.

Veillez recevoir l'expression de nos respectueuses salutations

Charles Fournier, Tête de liste Un nouveau souffle écologiste et solidaire en Région Centre-Val de Loire